

Le rôle des ONG en droit international économique

ONG. Ces trois lettres signifiant Organisation Non Gouvernementale ne semble pas trouver ou devoir trouver leur place en droit international économique. En effet, ce dernier est défini généralement comme un ensemble de normes issues du droit interne, du droit international ou d'un tiers ordre (tel celui de la communauté des marchands) et ayant pour but de régir les relations macro-économiques à l'échelon international. Quant aux ONG, on pourrait les définir comme des organisations privées ne poursuivant pas de but lucratif, fonctionnant selon les normes d'un Etat (elles ont donc une personnalité juridique dans l'ordre interne de cet Etat mais pas en droit international) et ayant une influence internationale plus ou moins importante.

A partir de là, on peut se demander quel rôle peuvent avoir les ONG en droit international économique. De cette interrogation en découlent d'autres : pourquoi parler d'ONG en droit international économique, de quelles ONG parle-t-on, quelle est leur place, leur importance, leur fonction ?

Portant, elles ont bel et bien un rôle qui est d'ailleurs légitimé dans une certaine mesure et qui peut être parfois très étendu et important. Il est bien évident qu'elles interviennent parallèlement à l'action des organisations internationales intergouvernementales (OIIG), principal instrument en la matière néanmoins, leur rôle n'en est pas pour autant plus négligeable.

Nous verrons donc, dans un premier temps, de quelles ONG il est question et quel est leur objectif, leur utilité (I) avant d'étudier, dans un second temps, quels sont leurs moyens d'action (II).

I) Détermination des ONG et de leur fonction

Il s'agit ici de déterminer à quel type d'ONG nous avons à faire (A) et quel effet leur intervention produit en droit international économique (B).

B. Les "ONG du droit international économique"

- Il est question de savoir quelles sont les ONG qui ont des répercussions en droit international économique par leur action.
- Il s'agit des ONG dont l'objectif est de parvenir à un ordre économique mondial juste, question qui figure sur l'agenda international depuis la fin de la Grande guerre (1914-1918) ; ex : ATTAC (Association pour la Taxation des Transactions pour l'Aide aux Citoyens).
- Il s'agit aussi des ONG dont une influence en droit international économique sert la mission ; il s'agit notamment d'ONG pour le développement économique et social dans les pays du Sud, d'ONG pour la protection de l'environnement.

- Les ONG à vocation économique sont les plus citées car les plus actives en droit international économique. Ce sont des « groupements créés à l'initiative de personnes privées – physiques ou morales, réunissant des membres de différentes nationalités, constitué en vue de l'exercice d'une activité internationale de caractère désintéressé et doté de la personnalité juridique de droit interne, mais non de droit international » (D. Carreau et P. Juillard, *Droit international économique*, Dalloz, 1^{ère} édition, p. 24). Bien que la vocation économique ne semble pas convenir à une ONG, ce n'est pas le cas puisqu'elle ne cherche pas à faire du profit mais à défendre les intérêts collectifs de ses membres. Il s'agit par exemple de groupements internationaux de consommateurs, de fédérations sportives... La chambre de commerce international en est un exemple.

C. La régulation des relations internationales économiques

- Les ONG sont des régulateurs des relations internationales économiques car elles interviennent dans l'élaboration des règles du droit international économique.
- Leur intervention est le plus souvent indirecte par le biais du mécanisme de la consultation mais aussi par le fait qu'elles sont des groupes de pression, pression qu'elles peuvent exercer sur les OIIG ou sur les Etats et qui est d'autant plus importantes si l'ONG est reconnue, respectée et influente. L'article 71 de la Charte des Nations Unies par exemple, permet au Conseil économique et social des Nations Unies de consulter des ONG s'occupant des questions de sa compétence.
- Cette intervention peut aussi être directe : principalement par le biais d'une assistance aux OIIG pour l'élaboration et l'exécution des décisions de celles-ci comme le font le BIAC (Business and Industry Advisory Committee) et le TUAC (Trade Unions Advisory Committee) auprès de l'OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Economiques) ou par celui d'un pouvoir normatif qui leur est conféré comme tel est le cas de l'Association Internationale des Transporteurs Aériens (AITA ou IATA).
- Cette régulation des relations internationales économiques résulte d'un rôle technique plus que politique des ONG principalement dans le sens où elle émane des ONG à vocation économique, qualifiées dans leurs domaines respectifs.

I) Les moyens d'action des ONG

Ces moyens d'actions sont divers. Une distinction peut cependant être faite entre le pouvoir normatif qui est attribué à certaines ONG, moyen très efficace et très

puissant (B) et les autres moyens, plus utilisés mais donnant moins (plus ou moins) de pouvoir aux ONG (A).

B. Observation, consultation, assistance et influence

- Le rôle d'observateur est souvent offert à des ONG (par exemple auprès de l'OCDE ou du Conseil économique et social des Nations Unies).
- Le principal moyen d'action des ONG est la consultation. Beaucoup d'OIIG se renseignent auprès d'elles pour améliorer la portée, l'efficacité et le respect de leurs décisions ; elles trouvent auprès des ONG des interlocuteurs, des conseillers très fiables car très spécialisés et très concernés (car intéressés). Les professeurs D. Carreau et P. Juillard relèvent d'ailleurs un « lien d'association » entre ONG et OIIG (ouvrage précité, p. 25). Nous rappelons ici l'article 71 de la Carte des Nations Unies (cf. I B) qui pose tout de même des conditions à la consultations (l'ONG consultée doit pouvoir apporter une contribution significative et la consultation doit respecter l'équilibre entre les divers intérêts et positions dans le domaine considéré). L'article 13 du Mémoire d'accord que l'on rencontre dans l'affaire crevette du 12 octobre 1998 permet aussi la demande de renseignements à des ONG par des groupes spéciaux.
- Les OIIG demandent parfois directement leur aide aux ONG dans l'élaboration d'une décision, d'une résolution (cf. BIAC et TUAC auprès de l'OCDE, I B).
- Bien souvent, les ONG peuvent intervenir grâce à leur influence, grâce à la pression qu'elles peuvent exercer sur les Etats mais bien plus souvent sur les OIIG (par exemple auprès de la Banque mondiale).

D. Le pouvoir normatif

- C'est le plus grand pouvoir que peuvent posséder des ONG. Il s'agit d'une véritable délégation de pouvoir qui fait d'elles de mini-législateurs dans leurs domaines particuliers. Cela leur permet de créer un droit d'origine unilatérale.
- Bien évidemment, ce pouvoir étant le plus étendu, il n'est pas attribué aisément aux ONG et seules quelques unes en disposent.
- Cela concerne principalement le domaine des transports. Les conférences maritimes par exemple sont des ententes informelles entre armateurs qui fixent les conditions du transport maritime (pour l'essentiel les prix). De même, l'AITA possède ce pouvoir normatif pour la fixation des prix principalement mais aussi pour la logistique des transports aériens (interchangeabilité des titres de

transport, type de services offerts...) ; de plus, l'AITA bénéficie d'un pouvoir de contrôle strict et étendu.

- Ce pouvoir entraîne le développement d'un véritable droit international professionnel, droit qui est particulièrement adapté aux besoins du domaine concerné puisqu'il émane de groupements spécialisés et, rappelons le, ne poursuivant pas un but lucratif.